



CTB

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable

قطاع الماء
Branche Eau

RAPPORT DES RESULTATS 2014

PROJET D'APPUI AU PROGRAMME NATIONAL D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE (APNA) MOR 1104111



MARS 2015

1	APERÇU DE L'INTERVENTION	4
1.1	FICHE D'INTERVENTION	4
1.2	EXECUTION BUDGETAIRE	4
1.3	AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE	5
1.3.1	Pertinence	5
1.3.2	Efficacité	6
1.3.3	Efficiency	6
1.3.4	Durabilité potentielle	7
1.4	CONCLUSIONS	8
2	MONITORING DES RESULTATS	9
2.1	ÉVOLUTION DU CONTEXTE	9
2.1.1	Contexte général	9
2.1.2	Contexte institutionnel	9
2.1.3	Contexte de gestion : modalités d'exécution	9
2.1.4	Contexte HARMO	10
2.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	10
2.2.1	Progrès des indicateurs	11
2.2.2	Analyse des progrès réalisés	11
2.2.3	Impact potentiel	12
2.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	13
2.3.1	Progrès des indicateurs	13
2.3.2	État d'avancement des principales activités	13
2.3.3	Analyse des progrès réalisés	13
2.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	15
2.4.1	Progrès des indicateurs	15
2.4.2	État d'avancement des principales activités	15
2.4.3	Analyse des progrès réalisés	15
2.5	THEMES TRANSVERSAUX	17
2.5.1	Genre	17
2.5.2	Environnement	19
2.6	GESTION DES RISQUES	20
3	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	22
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES	22
3.2	RECOMMANDATIONS	22
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES	23
4	ANNEXES	24
4.1	CRITERES DE QUALITE	24
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	28
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	29
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	31
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	32
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	33

ACRONYMES

ABH	Agences de Bassins Hydrauliques
AFD	Agence Française de Développement
AJ	Assistant Junior
APNA	Appui au Programme National d'Assainissement liquide
AT/COM	Assistance Technique d'Appui à la Communication
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
AT/MO	Assistance Technique d'Appui à la Maîtrise d'œuvre et d'ouvrage
AT/OPC	Assistance Technique Ordonnancement Planification Coordination
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BLS	Base Line Study (Etude de référence)
GBS	Gender Budget Scan
CGD	Convention de Gestion Déléguée
CS	Convention Spécifique
CSEC	Conseil Economique Social et Environnemental
CTTE/G	Conseiller Technique Thématique Environnement/Genre
DAE	Direction Assainissement et Environnement, ONEE BE
DCC	Direction Coopération et Communication, ONEE BE
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DFI	Direction Financière, ONEE BE
EIE	Etude d'Impact Environnemental
EUR	Euros
FIV	Facilité d'Investissement pour le Voisinage de l'UE
KfW	Kreditanstalt fur Wiederaufbau
MA ONCA	Ministère de l'Agriculture Office National du Conseil Agricole
MEMEE	Ministère de l'Energie, des Mine, de l'Eau et de l'Environnement
MDCE	Ministère Délégué chargé de l'Eau
M&E	Monitoring et Evaluation
ONEE	Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
ONEE BO	Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable Branche Eau
ORMVA	Office Régional de la mise en valeur agricole
PGES	Plan de Gestion Environnemental et Social
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PNA	Programme National d'Assainissement liquide
PNAR	Programme National d'Assainissement liquide en milieu Rural
PNDR	Plan National de Développement Rural
PPE	Participation au Premier Etablissement
RAF	Responsable Administratif et Financier
SP	Station de Pompage
STEP	Station d'Epuration
TDR	Termes de Références
UE	Union Européenne

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Nom du projet	Appui au Programme National d'Assainissement Liquide (APNA)
Code du projet	MOR 11 041 11
Emplacement	MAROC
Budget	23 millions EUR
Institution partenaire	ONEE Branche Eau (ONEE BO)
Date de la Convention de mise en œuvre	23/12/211
Durée (mois)	72 mois pour l'exécution (84 mois à partir de la signature de la CS)
Groupes cibles	Population des centres APNA
Impact ¹	Les ressources en eau sont gérées de manière plus intégrée et durable, avec un impact positif sur l'environnement et les conditions de vie des populations
Outcome	L'assainissement liquide des centres ciblés est assuré de manière durable, soutenu par les populations, sensibles aux valeurs de l'assainissement liquide
Outputs	R1. L'assainissement liquide des centres concernés par le programme belge est assuré. R2. Les populations des centres ciblés par les programmes belge et européen sont sensibilisées à l'importance de l'assainissement liquide et au respect de l'environnement.
Nom du projet	Appui au Programme National d'Assainissement Liquide (APNA)
Code du projet	MOR 11 041 11
Emplacement	MAROC
Budget	23 millions EUR
Année couverte par le rapport	2014

1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses en Euros		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (2014)		
Total	23.000.000,00	2013 :3.265.212,35 2012 :2.808.482,54 2011 : 2.750.000,00	4.549.212,02	15.183.939,97	34%
R1	19.738.000,00	2013 : 0,00 2012 : 0,00 2011 : 2.750.00, 00	4.000.000,00	12.988.000,00	34%
R2	3.262.000,00	2013 : 456.729,81 2012 : 58.482,54 2011 :0,00	549. 212, 02	2. 195.939. 97	33%

❖ **R1 : exécution nationale**

Deux versements d'un montant de 6.750.000 EUR ont été successivement effectués le 22/02/2011 et le 17/12/2014.

Le premier versement a été décaissé lors du premier semestre 2014, déclenchant à une nouvelle demande de fonds supplémentaire durant le 2^{ème} semestre de la même année (tel que stipulé dans le Manuel de procédures, soit 50% du premier versement effectué en 2011 complété par les prévisions de l'année 2014/2015).

Il est à souligner que le taux de déboursement entre fin 2013 et fin 2014 est passé de 14% à 34%, marquant ainsi le vrai démarrage du projet résultant de l'installation de l'équipe APNA qui a su insuffler un réel rythme de réalisation, tant au niveau des travaux que des actions de communication.

La totalité des centres financés par la coopération belge (11 centres) ont été imputés, 9 centres ont démarré les travaux (soit 85%).

A noter : une 3^{ème} alimentation a été programmée pour virement en Q3/2015 à hauteur de 3.000.000,00 Euros (matrice de suivi des prévisions de décaissement).

❖ **R2 : régie**

Les dépenses pour l'année 2014 sont passées de l'ordre de 33% contre 16% en 2013. Ces dépenses couvrent les frais de fonctionnement et de gestion des équipes, la production des supports de communication ainsi que la prise en charge du Bureau d'Appui au Gestionnaires Locaux à Fès (BAGL), les formations sur les techniques de reportages photos et vidéos auprès de l'ONEE central et régional et les équipes APNA.

En synthèse :

on peut observer le total équilibre budgétaire entre le Résultat 1 et le Résultat 2, attestant de la réalité du phasage de la communication en matière d'accompagnement des travaux.

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Cette intervention s'inscrit pleinement dans les stratégies et politiques de l'aide budgétaire belge et du gouvernement marocain, de même qu'elle répond aux besoins et attentes des cibles bénéficiaires de l'intervention, tant en interne :

- au niveau de l'ONEE Branche Eau en central, régional et local ;
- au niveau des partenaires du projet d'assainissement liquide que sont les communes et les autorités locales ;

qu'en externe :

- au niveau des différentes catégories des cibles bénéficiaires (nouveaux raccordés, femmes/hommes, scolaires, associations..)

La pertinence se justifie par les enjeux fondamentaux et défis représentés par l'assainissement liquide pour le pays, afin de gérer l'impérieuse nécessité relative au retard enregistré dans ce secteur pour les petites et moyennes communes urbaines et

pallier aux effets négatifs de cette carence vis-à-vis des bénéficiaires finaux tout en répondant aux besoins de sensibilisation sur les valeurs du développement durable.

Il est à signaler que ce projet s'inscrit parfaitement dans le cadre de la stratégie nationale du Maroc dans le domaine d'assainissement liquide

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Au terme du projet, il est attendu que les centres cibles soient dotés d'infrastructures durables d'assainissement liquide et que la population soit en mesure de se raccorder au réseau pour en bénéficier tout en étant sensibilisée aux valeurs de l'environnement et du développement durable. L'année 2014 s'illustre par le démarrage des travaux de 9 centres (soit 9 centres sur 11) avec globalement un bon rythme de réalisation assurant l'efficacité du R1 et ses répercussions positives sur le R2 .

Cependant, il faut relever quelques principaux points de vigilance à surveiller systématiquement pour maintenir l'efficacité du projet :

- Surveiller la qualité des travaux et les risques d'entreprises se déclarant défaillantes ou enregistrant des retards sur les délais contractuels initiaux: des mesures de gestion en management de projet ont été mises en place pour un suivi rapproché (matrice de suivi par centre) permettant d'identifier les points de blocage et déclenchant des opérations sur mesure pour les résoudre ;
- S'appuyer sur le principe de mutualisation entre le R1 et le R2 : les actions de communication, étant phasées sur la cadence de réalisation des travaux, en sont tributaires.;
- Veiller à la capitalisation des équipes communication ONEE B0 ;
- Relever l'impact des facteurs exogènes sur l'efficacité des activités : contexte politique local, nouveau réaménagement tarifaire, faiblesse de l'accès à l'AEP au niveau de certains centres ;

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

La mutualisation concrétisée sur le terrain entre le Résultat 1 et le Résultat 2, par des réunions d'information et de suivi ont permis d'optimiser des avancées réciproques, tant au niveau des travaux que de la communication.

Malgré l'éloignement des centres du programme APNA qui sont localisés sur DR1 et DR6 et la mise en place pour le suivi des travaux de deux assistances à la maîtrise d'œuvres AT/MO lot 1 et AT/MO lot2 , l'ONEE assure une harmonisation dans le suivi, et une coordination des travaux en s'appuyant d'une part sur les équipes de suivi composées de techniciens et de chef d'aménagement des travaux de l'ONEE et des assistances techniques en créant des synergies pour l'avancement du résultat R1 et

d'autre part sur les équipes de communication de l'ONEE et l'AT/COM dans le cadre de la mutualisation des assistances techniques.

A cet effet, il est à noter, que malgré l'éclatement des équipes APNA sur un territoire national très vaste, leur capacité à maîtriser les approches de proximité et à réagir rapidement, compense cette dispersion géographique .

Cette efficience s'appuie sur ;

- Une démarche opérationnelle claire et standardisée référencée par un « Guide de communication d'un projet d'assainissement liquide » et des supports de communication standardisés (Kit de communication), systématisant la démarche ainsi que sa traduction opérationnelle en plans d'action quantifiant un plan de charge et un budget pour les actions de communication de chaque centre ;
- Une ressource humaine formée et spécialisée à plein temps : trois ATN régionaux ayant fonction de chefs d'équipes appuyés chacun par trois animateurs, soit une équipe terrain de douze personnes couvrant les trente-deux centres du financement belge et du co-financement européen. Ces centres se répartissent dans 7 directions régionales ONEE Branche Eau (DR1/Agadir, DR2/Marrakech, DR4/Kénitra, DR5 /Fès, DR6/Oujda, DR7/Meknès, DR9/Tanger) ;
- Une totale autonomie logistique des équipes régionales et une réactivité financière pilotée par l'équipe centrale : voitures, équipement mobilier et informatique avec un reporting et un contrôle financier assuré en régie au niveau central ;
- Une approche participative pour ancrer la dynamique du changement : les équipes du projet APNA sont en concertation constante avec leurs homologues ONEE BO au niveau central comme au niveau régional et local, ancrant ainsi les bonnes pratiques communication et accompagnement terrain. Cette approche inclut également l'élaboration participative du Plan de Communication du centre par les acteurs locaux tant au niveau territorial (Province) que local (Conseil Communal et services extérieurs).

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité du Projet d'appui AU PNA repose sur des mécanismes mis en place dès son démarrage ayant pour finalité une consolidation lors son déroulement et un partage des acquis, basés sur les points suivants :

- Le système de suivi des études et travaux est bien maitrisé ;
- Une capitalisation de l'expérience acquise auparavant dans d'autres projets profite amplement au projet actuel ce qui garantit sa durabilité ;
- Participation au renforcement permanent des capacités des acteurs locaux (comités locaux de communication et partenaire ONEE BO) par un partage d'expériences et de réalisations qui ont valeur de formation/actions ;
- Poursuite de la modélisation de la démarche stratégique et opérationnelle des actions de communication en collaboration avec les équipes centrales et régionales vers une systématisation au PNA. Il faut relever sur l'année 2014, le transfert déjà réalisé de la démarche communication, témoignant ainsi de généralisation en cours ;
- Duplication déjà effective et réalisée de la démarche communication et des

supports sur des centres hors financement APNA (soit cofinancés par des bailleurs de fonds - tels que pour 11 centres de la Banque Mondiale, soit directement par l'ONEE BO – 15 centres sur 2014,) attestant ainsi de la forte contribution du projet à un processus de durabilité.

1.4 Conclusions

- Systématisation et transfert de compétences en communication : l'appropriation de la stratégie et des outils de communication afin d'assurer la poursuite du déploiement d'une démarche communication modélisée et duplicable par tous les acteurs concernés ;
- Développement et généralisation des acquis : vif intérêt du partenaire se traduisant par des sollicitations pour reproduire et appliquer cette démarche communication à l'ensemble des projets d'assainissement liquide PNA ;
- Mise en œuvre de mesures actives pour renforcer le rythme sur la composante travaux: ces mesures ont permis en 2014 de lancer les travaux sur la quasi-totalité des centres, de surveiller leur rythme, d'anticiper les blocages et d'assurer une meilleure gestion des risques. Il en résulte une montée en puissance pour l'intervention, tant au niveau de la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage (Commune ...) que des actions de communication qui l'accompagnent ;
- Intégration des bonnes pratiques : en contribuant au renforcement des capacités du partenaire et des acteurs locaux par soit par actions d'accompagnement « sur le terrain », soit par des actions de formation en communication ;
- Poursuite de la mise en œuvre des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) tels que recommandés par les rapports des Etudes d'Impacts sur l'Environnement (EIE) réalisés pour chaque centre cible de l'APNA.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
<p>Le Chef de la Division Sensibilisation</p> <p>Belmamoun Belabbès</p> <p>Said Ezzahni</p> <p><i>Belmamoun Belabbès</i></p>	<p>Marie-Christine SARBONI</p> <p><i>Marie-Christine Sarboni</i></p>

2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

2.1.2 Contexte institutionnel

Le nouveau Contrat Programme 2014-2017 vise le rétablissement de la viabilité et de la solidité financière de l'ONEE en vue de lui permettre de poursuivre son programme de développement et d'investissements stratégiques pour assurer dans les meilleures conditions de qualité et de prix, la satisfaction de la demande nationale de plus en plus croissante en électricité, en eau potable et d'équipement en infrastructures d'assainissement liquide.

Ainsi, les objectifs de ce Contrat programme se résument comme suit :

1- la sécurisation de l'approvisionnement de notre pays en énergie électrique et en eau, en poursuivant l'effort d'investissement nécessaire en moyens de production et en infrastructures de réseaux.

2- l'achèvement de l'accès généralisé aux services de l'électricité portant le taux d'électrification rurale de 98,5% à fin 2013 à 99,7% à fin 2017, à travers le parachèvement du PERG avec l'électrification de 109.500 foyers dans 3.850 villages, en plus de l'électrification de 4.500 écoles, 210 dispensaires et 1.800 mosquées.

3- la généralisation de l'accès à l'eau potable en milieu rural en portant le taux d'accès de 94% en 2013 à 96,5% en 2017, bénéficiant à une population additionnelle d'environ 330.000 habitants et la prise en charge de la gestion du service de distribution d'eau potable dans 80 centres au profit d'une population de plus de 600.000 habitants

4- la prise en charge de la gestion du service d'assainissement liquide dans 47 villes et centres au profit d'une population additionnelle de plus de 1,2 million d'habitants.

Par ailleurs, et pour assurer la réalisation des objectifs fixés dans le cadre du Contrat Programme, l'effort d'investissement de l'Office sera poursuivi durant la période 2014-2017 pour un montant global de 49,9 milliards de dirhams hors TVA, dont 30 milliards de dirhams pour le secteur de l'électricité et 19,9 milliards de dirhams pour les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement liquide.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les modalités d'exécution sont de deux types : l'exécution nationale pour le Résultat 1 et la régie pour le Résultat 2.

2.1.3.1 Exécution Nationale :

Une approche micro management a été appliquée pour suivre les délais et résoudre des points de retard observés N-1. La démarche mise en place a consisté en l'élaboration de trois matrices en concertation avec l'ONEE BO en charge de les renseigner, en répondant aux finalités suivantes :

- une matrice de suivi des imputations qui a permis de clôturer l'éligibilité de tous les centres financés par l'appui belge ;

- une matrice de suivi des exonérations qui a permis de clôturer les exonérations de tous les centres ;
- une matrice de suivi des décaissements produite sur une périodicité hebdomadaire.

Il est à relever le rôle « d'accélérateur » de ces matrices, puisque les deux premières ont assuré la clôture des engagements et des exonérations. Quant à la matrice de suivi des décaissements, elle permet de réajuster en temps réel les prévisions.

2.1.3.2 Régie :

Ont été essentiellement réalisés :

- la signature d'un marché cadre, en exécution depuis juillet 2014, et assurant la fabrication des supports de communication standardisés par centre (dont kit de communication, posters & bandes dessinées pour la sensibilisation) ;
- l'élaboration d'une matrice de suivi des activités de communication apte à gérer les coûts AT/COM pour chaque centre (RH et supports) .

2.1.4 Contexte HARMO

- Mutualisation : une matrice commune AT/MO et AT/COM assure un suivi mensuel de l'état d'avancement des travaux par centre installant ainsi une harmonisation par la coordination des deux assistances techniques ;
- Une mission de supervision multi bailleurs s'est tenue les 3 et 4 décembre 2014. Les principaux constats qui ressortent entre les bailleurs de fonds européens, la CTB et l'équipe ONEE DR6 :
 - systématiser le process de mutualisation entre les travaux et la communication ;
 - finaliser un plan de formation afin de renforcer les capacités des équipes APNA et du partenaire;
 - valoriser l'effort déployé par les équipes APNA pour remédier aux différentes problématiques rencontrées et abordées lors des actions de communication conjoncturelles (essentiellement, il s'agit d'oppositions diverses sur le foncier, de nuisances causées aux riverains par les travaux).

2.2 Performance de l'outcome



La finalisation de l'étude ligne de base a été différée d'un trimestre (initialement clôture prévue en Q4/14 et reportée à Q1/15 pour les implémentations tests terrain suite à un contexte de manifestations sociales dues au réaménagement tarifaire ainsi qu'aux graves intempéries interdisant tout déplacement terrain des experts.) .

2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : L'assainissement liquide des centres ciblés est assuré de manière durable, soutenu par les populations sensibles aux valeurs de l'assainissement liquide						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i> ²	Progrès année N-1 ³	Progrès année N ⁴	Cible année N ⁵	Cible finale ⁶ (Source : DTF du Programme)	Commentaires ⁷
Taux de raccordement à l'assainissement liquide	N/A				80% dans les centres ciblés par le programme	BLS en cours
La pollution générée conformément à la réglementation marocaine en vigueur	N/A				Rabattement d'au moins 60%	BLS en cours
Réduction du nombre de plaintes des clients ONEE Branche Eau	N/A				50% en moins à la fin du programme (en comparaison avec la première année de connexion)	BLS en cours

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

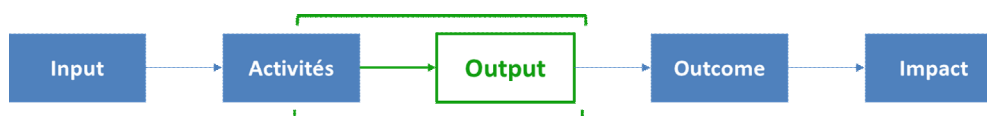
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome	
<i>Lien entre les outputs et l'outcome</i>	<p>R1 : Tous les centres du financement belge sont imputés, 9 centres ont démarré leurs marchés travaux (9 centres sur 11).</p> <p>R2 : Les plans de communication du co-financement européen et du financement belge ont été validés par la commune et les autorités locales déclenchant ainsi la communication vers les bénéficiaires locaux (13 centres sur 32 disposent de leur plan de communication validé et ont enclenché leurs actions de communication vers la population).</p>
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome</i>	En attente de la BLS et de la définition des indicateurs ainsi que leur valeur de référence.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p><u>Facteur d'influence positif</u> :</p> <p>R1 : Suivi rapproché des travaux par l'AT/MO consolidé par l'AT/COM, se déroulant un rythme global correct ;</p> <p>R2 : Ancrage progressif des Comités Locaux de Communication et dynamique amorcée pour la durabilité de l'approche communication PNA.</p> <p><u>Facteur d'influence négatif</u> :</p> <p>R1 : Risques de qualité sur certaines prestations fournies par les entreprises amenant à différents litiges ainsi qu'à des résiliations du contrat ; -Quelques problèmes fonciers d'accès au terrain lors du lancement des travaux notamment pour les STEP ;</p> <p>R2 : Lorsque les travaux reportent leur date contractuelle de démarrage, il y a un impact sur la planification des actions de communication externe, tel</p>

	qu'initialement prévu.
<i>Résultats inattendus :</i>	La réticence de la population face au réaménagement tarifaire a conduit le projet APNA à geler ses activités terrain, pendant les deux derniers mois 2014, en concertation et à la demande de l'ONEE BO.

2.2.3 Impact potentiel

Les mécanismes d'atteinte de l'Outcome ont été réellement initiés sur l'année 2014 et sont directement observables sur deux facteurs clés : le lancement des travaux concrétisant l'élaboration des plans de communication et déploiement de la communication vers les bénéficiaires.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : L'assainissement liquide des centres concernés par le programme belge est assuré. (Source : DTF du Programme)					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Pourcentage d'habitants des deux régions ayant accès à l'assainissement liquide					Au moins 75.000 personnes supplémentaires auront accès à l'assainissement
Nombre de centres					11
Linéaire de réseau réalisé					---
Nombre de SP et de STEP réalisées					---
Qualité de l'eau à la sortie de la STEP					Conforme aux normes marocaines de rejet

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁸	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Réaliser les études d'assainissement des centres	X			
Exécuter les travaux d'assainissement des centres		X		
Assurer le suivi des travaux d'assainissement des centres		X		

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

- La réalisation des études d'assainissement des centres est clôturée, puisque les 11 centres sont éligibles pour lancer les Appels d'offres, sélectionner les entreprises et démarrer les travaux ;
- Les travaux ont commencé dans neuf centres (9) sur les 11 centres prévus ;
- En terme de lots de travaux (hors ligne électrique et matériel d'exploitation) et parmi les 32 lots prévus :

⁸ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- o 18 sont engagés et les travaux ont démarré
- o 05 sont en consultation (AOs lancés)
- o 02 lots sont en attente de résiliation et de clôture des premiers contrat pour relancement
- o 07 lots en préparation de lancement

- Pour l'exécution des travaux d'assainissement, on observe d'une façon générale :
 - o Les délais de travaux sont gérés conformément aux marchés hormis les arrêts pour intempéries ou pour des facteurs externes, notamment le foncier ;
 - o La procédures de résiliation a relativement pris plus de temps du fait que la relation avec l'entreprise doit chaque fois passer par une transmission par huissier de justice.

- Quant au suivi des travaux d'assainissement des 11 centres belges, le système de suivi est régulier (réunions avec chaque Direction Régionale et l'AT/MO sur un rythme hebdomadaire ou bi-mensuel au maximum) permettant ainsi de remonter en temps réel les difficultés et d'y remédier.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les populations des centres ciblés par les programmes belge et européen sont sensibilisées à l'importance de l'assainissement liquide et au respect de l'environnement.					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
DCC a développé une stratégie de communication pour l'Assainissement Liquide					----
Un système de Monitoring et Evaluation de la stratégie de communication est installé et efficace					---
La connaissance des populations est améliorée dans les domaines de la santé liée à l'Assainissement et de la gestion des ressources en eau					---
Pourcentage des ménages ayant payé la PPE dans les centres ciblés					60%
Des formations « communication » sont dispensées en interne à l'ONEE					
Organisation des campagnes par centre					----

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Elaborer la stratégie de communication et la planification opérationnelle des activités	X			
Former les acteurs directs du programme de communication		X		
Développer les supports de communication		X		
Organiser et suivre les programmes dans les centres		X		
Organiser la communication externe		X		

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

L'année 2014 marque le déploiement du processus de communication sur les points essentiels suivants :

- Régionalisation des entités ONEE/APNA :
 - formalisation concrète du binôme responsable communication ONEE Branche Eau et équipe APNA ;
 - formalisation des mécanismes de coordination entre le central et le régional, par des réunions mensuelles de planification entre le DR, le responsable Communication et l'équipe d'animation APNA ;
 - mutualisation de l'AT/MO et de l'AT/Com cascadée opérationnellement du central vers le régional ;
- Concrétisation des actions de communication interne :
 - Constitution des Comités locaux de Communication ;
 - Elaboration et validation des Plans de Communication locaux, à valeur

contractuelle entre la Commune, les autorités locales et l'ONEE ;

- Communication externe :
 - Test pour généralisation de tous les supports de communication ;
 - Maitrise de la première action de démarrage (événementiel)

- Actions de visibilité, avec fortes retombées médiatiques des médias nationaux et régionaux et aussi internationaux (presse écrite, TV, réseaux sociaux, ..) :
 - 4^{ième} édition du Festival régional des sciences (Oujda - avril 2014)
 - Salon Blad expo au profit des MRE (Saaidia - Aout 2014)
 - Festival culturel et artistique de Debdou (Septembre 2014)
 - Festival international Al Moggar de Tan Tan (Juin 2014)

2.5 Thèmes transversaux

2.5.1 Genre

L'intervention a pris en considération les préoccupations de genre aussi bien sur le plan organisationnel qu'au niveau des différentes actions de terrain :

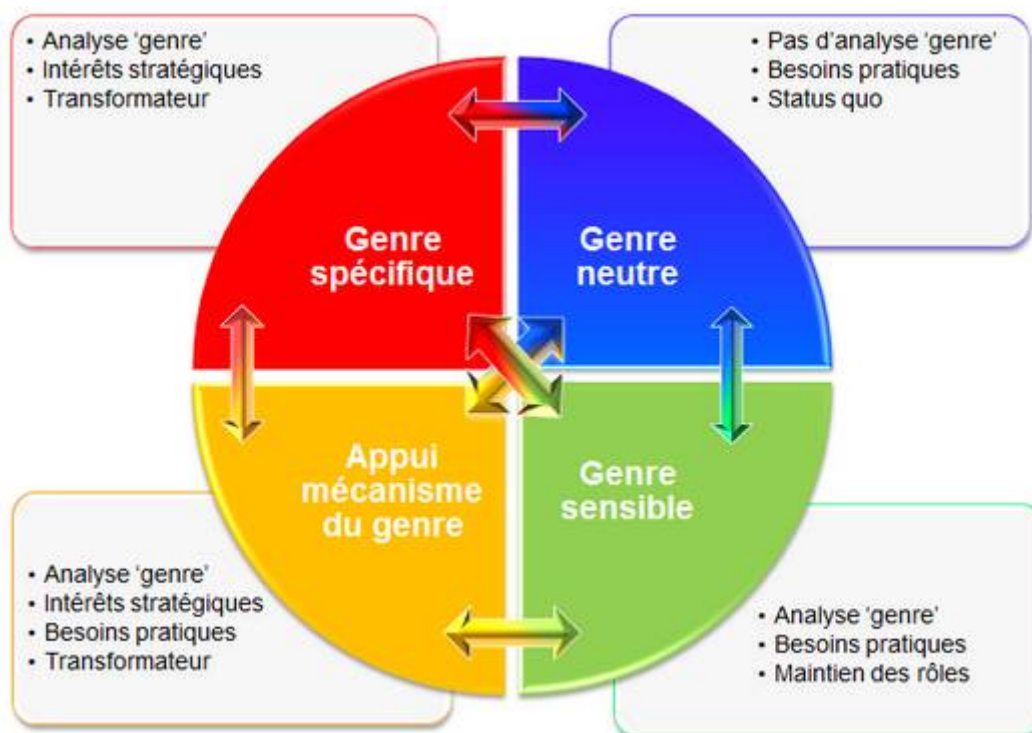
- Composante intégrée lors de la constitution des comités locaux de communication ;
- La cible femmes, jeunes, enfants et catégories à besoins spécifiques font l'objet d'actions de sensibilisation ;
- La budgétisation de ces actions est réalisée dans le cadre des Plans de Communication ;
- Des actions de formation et de renforcement des capacités, dont ont bénéficié les équipes du Projet et les responsables communication ONEE.

Ressources financières

Le DTF a intégré la composante genre comme axe transversal stratégique, cependant aucune expertise genre n'a été jugée nécessaire pour apporter un appui stratégique et opérationnel à la mise en œuvre du projet, d'autant plus qu'il n'y a pas de ligne financière dans le budget du DTF dédié aux actions spécifiques ciblant les femmes/et ou les hommes sur les questions de l'égalité des genres..

L'outil « Gender Budget Scan » a été adopté et consiste à faire un suivi du budget et de la sensibilité des dépenses aux préoccupations de l'égalité des sexes.

Schéma : Gender Budget Scan »



Une lecture sera faite à partir des rubriques de cette matrice sur le budget de l'APNA et son affectation activité par activité.

BUDGET TOTAL				%	Dépense 2014	Dépense Genre
A		L'assainissement liquide des centres ciblés est assuré de manière durable, soutenue par les populations, sensibles aux valeurs de l'assainissement liquide	21 673 950	94%	4 427 534,66	
A	01	L'assainissement des centres ciblés par le programme belge est assuré	19 738 000		4 000 000	
A	01 01	Réaliser les études d'assainissement des centres	P.M.		0	
A	01 02	Exécuter les travaux d'assainissement des centres	19 738 000		4 000 000,00	
A	01 03	Assurer le suivi des travaux d'assainissement des centres	P.M.		0	
A	02	Les populations des centres ciblés par les programmes belge et européen sont sensibilisées à l'assainissement liquide et au respect de l'environnement	1 935 950		427 534,66	167 254,98
A	02 01	Elaborer la stratégie de communication et la planification opérationnelle des activités	1 083 750		238 450,74	119225,37
A	02 02	Former les acteurs directs du programme de communication	50 000		5 128,88	153,87
A	02 03	Développer les supports de communication	250 000		39 397,62	19698,81
A	02 04	Organiser et suivre les campagnes dans les centres	502 200		137 211,94	27442,39
A	02 05	Organiser la communication externe du programme européen	50 000		7 345,48	734,55
X		Réserve budgétaire (max 5% * total activités)	0	0%	0	
X	01	Réserve budgétaire	0		0,00	
Z		Moyens généraux	1 326 050	6%	121 734,41	
Z	01	Frais de personnel	162 800		21 747,89	
Z	02	Investissements	88 000		4 762,15	
Z	03	Frais de fonctionnement	742 252		87 046,35	
Z	04	Audit et Suivi et Evaluation	332 998		8 178,02	
TOTAL			23 000 000		4 549 269,07	

Régie
Exécution Nationale

3 262 000
19 738 000

549 269,07	167 254,98
4 000 000	

Par résultat, l'insertion de la budgétisation affectée au genre se répartit comme suit :

Résultat 1 portant sur les travaux d'infrastructure (A 01 02) : *Genre neutre*

Les lignes A 01 01 (Etudes d'éligibilité) et A01 03 (Suivi des travaux) n'étant pas concernées par la prise de contact avec les populations. Il faut préciser que les doléances enregistrées lors du suivi des travaux, sont recueillies par l'AT/COM auprès de l'AT/MO pour être traitées au niveau du R2 / ligne A02 04.

Résultat 2 portant sur les actions de sensibilisation vis-à-vis des populations bénéficiaires :

A 02 01 – stratégie-: *Genre sensible = Besoins pratiques et maintien des rôles* se traduisant par une modélisation des actions de communication et l'intégration dans la démarche méthodologique des publics-cibles différenciés que sont les femmes et les enfants avec une intégration à hauteur de 50% (démarche validée via le Guide de communication) ;

A 02 02 et A 02 03 – formation & supports- : *Genre Spécifique =Intérêts stratégiques et rôle transformateur* se traduisant vers des actions de sensibilisation par les équipes animation du projet vers les groupes femmes et enfants ainsi que d'une façon générale vers les chefs de ménage hommes, avec une intégration à hauteur respective de 3% et 20% ;

A 02 04 – organiser les campagnes- : *Genre sensible* -= Cette ligne dédiée aux frais de mission des équipes porte sur *les besoins pratiques et le maintien des rôles* et se traduit par la parité hommes/femmes au sein de l'équipe d'animation, avec une intégration à hauteur de 20%, due à la priorité de lancer la communication interne vers les Autorités locales et les Conseils communaux avant de lancer la communication externe en démarrage sur 2014 ;

A 02 05 – visibilité du programme européen- : *Appui mécanisme du genre = besoins pratiques et rôle transformateur* de la ligne visibilité des actions de communication du programme européen axé sur les résultats, à hauteur de 10%, lors de festivals nationaux .

Concernant les Moyens Généraux :

La lignes X1 (réserve) est inexistante.

Les lignes Z 02 et Z 03 portent sur les *besoins pratiques et le statut quo*, relatifs aux frais de personnel et aux frais de fonctionnement ;

Les lignes Z 01 et Z 04 relatives aux frais de personnel et aux audit & suivi-évaluation traduisent les *besoins pratiques et le maintien des rôles du genre sensible, justifié par l'intégration* au niveau de la parité des équipes animation projet ainsi que le suivi de leurs résultats.

2.5.2 Environnement

L'intervention dispose des rapports des EIE réalisés par le partenaire (ONEE) pour chacun des quarante centres concernés. Le principal enjeu concerne la problématique liée à la concrétisation des mesures d'atténuation des risques d'impacts environnementaux et sociaux proposées par ces rapports d'EIE en matière de communication auprès des différents acteurs (populations bénéficiaires, élus, ONG...)
Ainsi :

- Des ateliers de travail ont été organisés avec les équipes du projet (ATI, ATN, et partenaires) sur les spécificités environnementales de l'intervention et les possibilités de prendre en considération les composantes environnementales. Une feuille de route a été ainsi préparée et discuté lors d'un COPIL.
- Le facteur limitant étant l'absence d'un budget spécifique permettant à l'intervention de contribuer au financement de l'expérience pilote. La mobilisation de ce budget est en cours de négociation avec le partenaire.

Durant l'année 2014, l'équipe du projet a veillé à l'intégration dans chaque argumentaire par Cibles (hommes, femmes, associations et scolaires) des points clés relatifs aux valeurs de l'environnement durable et aux bienfaits de l'assainissement liquide ainsi qu' l'élaboration de supports appropriés et dédiés à la thématique de préservation de l'environnement et de l'assainissement (posters, bandes dessinées, vidéos).

Des visites de sites (STEPS...) ont été organisées afin d'informer en communication interne et externe de l'impact des projets sur le développement durable des centres concernés.

2.6 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress
La population ne se connecte pas au système d'assainissement liquide par incapacité financière de payer, dont branchements illicites	Formulation du projet	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Analyse par l'étude ligne de base et utilisation de la carte sociale de chaque Commune	CTB	Q4 2017	Etude en cours par BET
Faible implication des acteurs institutionnels du PNA	Mise en œuvre	OPS	Low	High	Medium Risk	Les actions de communication permettent de maintenir l'implication et l'engagement des acteurs institutionnels PNA	DCC/DR/CTB	Q4 2017	Opérationnalisation et déclinaison de la stratégie par les équipes du terrain
Lenteur de résiliation des appels d'offres déclarés infructueux	Suivi du projet	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Amélioration du suivi AT/MO,	DFI/DAE/DAM/DCC/CTB	Q4/2017	Gestion AT/COM par matrice de Suivi
						Implication du CTS pour gérer la relance des AO dans les meilleurs délais	DFI/DAE/DAM/DCC/CTB	Q4/2017	Suivi vigilant des comités de jugement au sein des DRI et Rapports de l'AT/MO
Lenteur de l'exécution effective des travaux (démarrage, arrêts de chantiers, achèvement des travaux...)	Suivi du projet	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Rigueur dans la veille et le suivi par AT/MO et visites terrain AT/COM	DAE/DRI/CTB	Q4/2017	Présence AT/Com dans les comités locaux de suivi et reporting exécution des travaux (dont renseignement du tableau de suivi des indicateurs BLS)
Retard dans la validation par la Commune des listes nominatives des nouveaux raccordés au niveau de chaque centre, notamment dans le cadre de la réhabilitation de l'ancien réseau	Suivi du projet	DEV	High	High	Very High Risk	Responsabilisation de la DR vis-à-vis des chefs de centre et des Communes	DCC/DAE/DCM/ /DRI	Q4/2017	Suivi rigoureux AT/COMMUNICATIOB auprès DRI et DCM pour récupération des listes

Problème de la mobilisation de l'assiette foncière des ouvrages	Suivi du projet	OPS	Medium	High	High Risk	Anticipation dans la démarche d'acquisition et suivi rigoureux de l'avancement des procédures	DRI/Communes/Autorités locales/CTB	Q4/2017	Mise en œuvre des argumentaires de communication par les équipes de terrain
						Suivi de la mise en œuvre des solutions proposées par l'ONEE BO : Problème des Compteurs collectifs, passage au paiement mensuel de la facture,...			
Impact des élections communales (Q2 2015) sur la réalisation des actions de communication au niveau local bloquant toute action de communication sur la période	Suivi du projet	OPS	High	Medium	High Risk	Prise en compte dans les plans de communication de cette période d'immobilisation	DCC/DRI/CTB	Q3/2015	suivi vigilant de la situation par les équipes terrain avec planification actualisée des périodes d'immobilisation des actions de communication

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

- **Renforcer les Ressources Humaines en communication au niveau des Directions Régionales pour renforcer la durabilité** : à ce jour une seule personne ONEE en interface avec l'ATN APNA, à renforcer par la création d'un service à part entière pour gérer les activités communication ;
- **Renforcer en interne l'implication avec d'autres Directions Centrales**, telles DCM (Direction Commercial et Marketing) en charge de la politique tarifaire ou la DPA (Direction du Patrimoine de l'Assainissement) en charge de l'exploitation ;
- **Ajustement budgétaire genre & environnement dans le budget APNA** pour une meilleure intégration des Conseillers Thématiques dans les argumentaires des équipes animation ;
- **Introduction de la phase Mise en exploitation** dans le Guide et la Base-line de la démarche communication
- **Intégrer systématiquement les journées mondiales de l'eau et de l'assainissement liquide** pour assurer la visibilité du PNA .

3.2 Recommandations

- **Intégrer au plan de formation les interlocuteurs directs des populations bénéficiaires** , c'est-à-dire les chefs de centres ;
- **Valider le plan de charge des CTTs Genre et Environnement avec l'ONEE Branche EAU**, lors du prochain CoPil, avec examen de l'opportunité de leur inscription budgétaire, à partir de TDR la justifiant ;
- **Actualiser chaque année le Guide sur la communication d'accompagnement** d'un projet d'assainissement liquide en intégrant les leçons acquises, tant au niveau du terrain que des indicateurs de suivi & évaluation
- **Maintenir la vigilance sur le suivi des décaissements** et sécuriser leur prévisionnel ;
- **Soutenir le transfert des bonnes pratiques** pour contribuer au processus de durabilité.

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>La mise en œuvre de matrice de suivi permis de contribuer à la bonne gestion et réduction des délais :</p> <p><i>d'éligibilité pour l'imputation des centres dans l'APNA au niveau central</i></p> <p><i>Délais de passation des marchés, de l'ouverture des plis jusqu'à la notification du marché avec la création dans les Directions Régionales de commissions dédiées à cet effet</i></p>	ONEE.
<p>Le démarrage des actions de communication externe enregistre un report dû à l'avancement substantiel des travaux . De façon quasi générale, la Commune et les Autorités Locales ne souhaitent lancer les actions de communication vers les populations bénéficiaires qu'à partir du moment où il y a un démarrage réel et effectif des travaux.</p>	, CTB -ONEE Commune & autorités locales
<p>Les actions de communication interne (élaboration du Plan de Communication avec la commune et les autorités locales à partir de la stratégie et d'un plan de communication standard) se sont bien déroulées, dans un contexte participatif d'adhésion.</p> <p>La création d'un Comité Local de Communication, initiée par l'équipe APNA a fortement contribué à cette appropriation qui prend toute sa valeur d'engagement partenarial.</p>	Commune et autorités locales, CTB, ONEE

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	x			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
x	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
x	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		x		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
x	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		

	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
x	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
x	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale		A	B	C	D
			X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?					
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
x	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?					
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
			X		
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
x	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
x	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
x	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
x	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			

D

L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Deux Comités de Pilotage ont été tenus en 2014 :

- le 29 avril : CoPil 7
- le 24 Juillet : CoPil 8

CP/CTS n° et date		ACTIONS	EXECUTE
Synthèse des CoPil n°7 29 avril 2014 et CTS n°2 3 juin 2014 <i>Et</i> CoPil n°8 24 juillet 2014 et CTS n°2 3 juin 2014	1	<i>Etat d'avancement des exonérations des marchés : état de suivi à remplir par DFI/F, DFI/C DAE, DAM, DR1, DR6 et la CTB sous le pilotage de la DFI</i> 2^{ème} alimentation novembre 2014 : 33 millions de DH (estimé) Attachements : <ul style="list-style-type: none"> - Q3 -2014 : 15,5millions de DH - Q4-2014 : 45,9 millions de DH - 2015 : 259 millions de DH 	Réalisé
	2	<i>Intégration dans le Cahier des charges d'un modèle de facture pro forma type pour débloquer la procédure des exonérations</i>	Réalisé
	3	Prévisions trimestrielles de décaissement à mobiliser avant fin 2014 et prévisions trimestrielles 2015 Actualiser mensuellement le tableau des décaissements 2^{ème} alimentation novembre 2014 : 33 millions de DH (estimé) Attachements : <ul style="list-style-type: none"> - Q3 -2014 : 15,5millions de DH - Q4-2014 : 45,9 millions de DH - 2015 : 259 millions de DH 	Réalisé
	4	Processus de diffusion du « Guide Stratégie & Plan de communication d'un projet d'assainissement liquide » Présentation interne pour validation ONEE(DCi et DRi)	Réalisé
	5	Plate-forme archivage Présentation interne pour validation(DAE, DAJ, DAO, DTI, DEP, DFI, DSI, DCC, DPA) et avec les bailleurs de fonds Reste à définir lors de cette présentation les modalités d'hébergement et leur prise en charge (accord de principe CTB sur ligne régie)	A programmer
	6	Démarrage de la ligne de base	En cours
	7	Actualisation budget régie (R2) : -Intégration des thèmes transversaux (genre et environnement) -véhicules de service pour équipes animation -2postes complémentaires (assistance RAF + chauffeur/logistique)	A programmer

Les points essentiels des deux Comités de pilotage convoqués en 2014 et à retenir dans leur suivi, par Résultat sont :

- Résultat 1 : le déblocage des exonérations et le suivi hebdomadaire des décaissement ;
- Résultat 2 : la validation officielle par les Directions Centrales et les Directions Régionales ONEE Branche Eau du Manuel de la stratégie et du plan de communication standard.

4.3 Cadre logique mis à jour

La ligne de base (BLS) a été lancée. Les indicateurs du cadre logique seront revus lors de la finalisation de la BLS qui a été reportées de la fin décembre 2014 au premier trimestre 2015. Cependant, cette étude ligne de base a déjà produit un draft d'indicateurs qui devaient être testés sur le terrain en novembre/décembre 2014. Les mauvaises conditions climatiques locales n'ont pas permis ce test qui a été reporté début janvier 2015, causant ainsi un report de deux mois sur le délai initial prévu.

Objectif global			Risque
Les ressources en eau sont gérées de manière plus intégrée et durable, avec un impact positif sur l'environnement et les conditions de vie des populations			Risque d'utilisation des eaux épurées malgré qu'elles soient impropres à l'usage
Objectif spécifique	Indicateurs de l'objectif spécifique	Sources de vérification	Risques et hypothèses
L'assainissement liquide des centres ciblés est assuré de manière durable, soutenue par les populations, sensibles aux valeurs de l'assainissement liquide	<p>Taux de raccordement à l'assainissement liquide de 60% dans les centres ciblés par le programme</p> <p>Rabattement de la pollution générée conformément à la réglementation marocaine en vigueur. (au moins 80%)</p> <p>Réduction du nombre de plaintes des clients ONEP : 50% en moins à la fin du programme (en comparaison avec la première année de connexion)</p>	<p>Rapports trimestriels de l'assistance technique d'appui à la maîtrise d'œuvre ;</p> <p>Rapports trimestriels de l'assistance technique d'appui à la communication ;</p> <p>Rapports de l'ONEP.</p> <p>Rapport de clôture du programme.</p> <p>Nombre de plaintes recensées au niveau des centres ONEP</p>	<p>La population ne se connecte pas au système d'assainissement (manque de confiance, volonté ou capacité à payer, ...)</p> <p>La réutilisation de l'eau épurée est gérée d'une manière plus intégrée et durable</p>

Résultats	Indicateurs de Résultats	Sources de vérification	Risques et hypothèses
R1. L'assainissement liquide des centres concernés par le programme belge est assuré	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'habitants des deux régions ayant accès à l'assainissement liquide, • Au moins 75.000 personnes supplémentaires auront accès au réseau d'assainissement • Nombre de centres repris dans le programme • Nombre de réseaux d'assainissement réalisés • Linéaire de réseau réalisé (km) • Nombre de stations de relevage et d'épuration réalisées • Volume d'eau épurée conformément à la réglementation marocaine en vigueur • Qualité de l'eau à la sortie de la station d'épuration conforme à la norme marocaine de rejet dans le milieu naturel; • Comité de suivi local opérationnel en termes de suivi de financement des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités trimestriels de l'assistance technique d'appui à la maîtrise d'œuvre • Rapports trimestriels de l'assistance technique d'appui à la communication • Rapports des analyses faites sur les eaux entrantes et les eaux rejetées • Rapport de clôture du programme • Rapports des comités de suivi local PV des réunions du Comité de Pilotage • PV des réunions du Comité technique de suivi • PV de réception des travaux • Documents financiers 	<ul style="list-style-type: none"> • La tarification de l'assainissement est adaptée aux coûts réels de maintenance et de gestion des installations • La gestion et la maintenance des infrastructures sont assurées par l'ONEP • Tous les acteurs institutionnels du PNA continuent à être mobilisés • Les associations locales restent motivées pour appuyer le PNA

Résultats	Indicateurs de Résultats	Sources de vérification	Risques et hypothèses
R2 Les populations des centres ciblés par les programmes belge et européen sont sensibilisées à l'importance de l'assainissement liquide et au respect de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> La DCC a développé une stratégie de communication pour l'assainissement liquide Un système de monitoring et évaluation de la stratégie de communication est installé et efficace La connaissance des populations est améliorée dans les domaines de la santé liée à l'assainissement et de la gestion des ressources en eau Pourcentage de ménages ayant payé la PPE dans les centres ciblés est supérieur à 60% Des formations « communication » sont dispensées en interne à l'ONEP et évaluées Organisation de 2 campagnes au minimum par centre (avant et après la mise en service des installations), basés sur la nouvelle stratégie de communication Tenue de réunions semestrielles du comité de suivi local dans chaque centre (jusqu'à un an après la mise en service) suivant un agenda d'amélioration continue de la qualité Aménagement des centres ONEP des communes assainies pour accueillir et informer les clients Consolidation des relations ONEP - communes Application de l'arrêté municipal visant l'obligation de se brancher au réseau 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes auprès d'échantillons représentatifs de la population Etude d'impact Rapports trimestriels de l'assistance technique d'appui à la maîtrise d'œuvre ; Rapports trimestriels de l'assistance technique d'appui à la communication ; PV des réunions de comité de pilotage Document « stratégie de communication » Rapports des comités de suivi local Document « organigramme de la DCC – niveau décentralisé » Documents financiers Planning annuel par centre des campagnes et rapport des activités Nouveau guide d'animation pour l'assainissement Rapport de clôture du programme 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les acteurs institutionnels du PNA continuent à être mobilisés Les associations locales restent motivées pour appuyer le PNA La mobilisation de la hiérarchie de l'ONEP autour de la communication est maintenue

Activités pour Résultat 1 – Assainissement liquide des centres	Moyens	Coûts en Euros Contribution belge	Risques et hypothèses
Réaliser les études d'assainissement des centres	ONEP et bureaux d'études	P.M.	
Exécuter les travaux d'assainissement des centres	Entreprises spécialisées	19.738.000 EUR	<p>La contribution financière des communes dans le financement des travaux d'assainissement est libérée à temps utile.</p> <p>Les terrains retenus par l'APD pour la construction de la STEP sont mis à la disposition par les autorités communales</p> <p>La contribution de la population (PPE) est assurée</p>
Assurer le suivi des travaux d'assainissement des centres	ONEP et bureaux d'études	P.M.	
			Conditions préalables
			Les centres à assainir répondent aux critères d'éligibilité et d'optimisation repris dans le manuel de procédures ou ont reçu l'ANO de la CTB pour l'imputation sur le programme belge

Activités pour Résultat 2 - Communication	Moyens	Coûts en Euros Contribution belge	Risques et hypothèses
Elaborer la stratégie de communication et la planification opérationnelle des activités	Equipe intégrée du programme	1.084.000 EUR	Mobilisation de tous les acteurs institutionnels concernés ainsi que de la hiérarchie de l'ONEP
Former les acteurs directs du programme de communication	Equipe intégrée du programme	50.000 EUR	
Développer les supports de communication	Equipe intégrée du programme + entreprises spécialisées	250.000 EUR	
Organiser et suivre les campagnes dans les centres	Animateurs + équipe intégrée au niveau régional	502.000 EUR	
Organiser la communication externe du programme européen	ATI	50.000 EUR	
			Conditions préalables

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	N
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	N
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Septembre 2015
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Octobre 2017
Missions de backstopping 2014	Fév 2014 Backstopping infra et com Déc 2014 Mission annuelle d'évaluation BdF APNA DR6

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1104111												
Project Title :		Programme Maroc-belge d'assainissement liquide										
Budget Version :		C01		Year to month : 31/12/2014								
Currency :		EUR										
YIM :		Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing										
Status	Fin Mode	Amount	2013	2014				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
				Q1	Q2	Q3	Q4					
A L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE		21.673.950,00	3.095.809,34	100.679,52	82.928,60	103.195,81	4.140.730,73	4.427.534,66	7.526.344,00	14.147.606,0	35%	
01 Les centres de petite et		19.738.000,00	2.750.000,00				4.000.000,00	4.000.000,00	6.750.000,00	12.988.000,0	34%	
01 Réaliser les études		COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
02 Exécuter les travaux		COGEST	19.738.000,00	2.750.000,00			4.000.000,00	4.000.000,00	6.750.000,00	12.988.000,0	34%	
03 Assurer le suivi des travaux		COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
02 Les populations des centres		1.935.950,00	348.809,34	100.679,52	82.928,60	103.195,81	140.730,73	427.534,66	776.344,00	1.159.606,00	40%	
01 Elaborer la stratégie de		REGIE	1.083.750,00	265.346,31	56.031,44	53.695,15	56.538,72	72.195,43	238.450,74	603.797,05	46%	
02 Former les acteurs directs		REGIE	56.000,00	6.752,13	2.591,54	267,02	1.368,63	903,70	5.128,88	11.881,01	36.116,99	24%
03 Développer les supports de		REGIE	250.000,00	9.298,81	12.319,60	3.138,79	9.377,58	14.561,85	39.397,62	48.696,43	201.303,57	19%
04 Organiser et suivre les		REGIE	562.200,00	64.390,98	23.106,50	25.837,64	35.615,36	52.652,43	137.211,94	201.602,92	300.597,08	40%
05 Organiser la communication		REGIE	56.000,00	3.021,11	6.630,44	0,00	297,53	417,51	7.345,48	10.366,59	39.633,41	21%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX)		0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
01 Réserve budgétaire			0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
01 Réserve budgétaire		COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
02 Réserve budgétaire REGIE		COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
Z MOYENS GÉNÉRAUX		1.326.050,00	166.403,00	28.133,10	38.770,81	25.294,97	31.585,53	121.734,41	288.137,41	1.037.912,59	22%	
01 Frais de personnel		162.800,00	26.943,34	5.338,78	4.775,58	5.111,90	6.521,82	21.747,89	48.691,23	114.108,77	30%	
01 Responsable administratif		REGIE	162.800,00	26.943,34	5.338,78	4.775,58	5.111,90	6.521,82	21.747,89	48.691,23	30%	
		REGIE	3.262.000,00	515.212,34	126.812,62	121.699,41	128.460,78	172.296,25	549.269,06	1.064.481,41	2.197.518,59	33,00
		COGEST	19.738.000,00	2.750.000,00				4.000.000,00	4.000.000,00	6.750.000,00	?	34,00
		TOTAL	23.000.000,00	3.265.212,34	126.812,62	121.699,41	128.460,78	4.172.296,25	4.549.269,06	7.814.481,41	?	34,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1104111 Printed on 10/12/2015 page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1104111												
Project Title :		Programme Maroc-belge d'assainissement liquide										
Budget Version :		C01		Year to month : 31/12/2014								
Currency :		EUR										
YIM :		Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing										
Status	Fin Mode	Amount	2013	2014				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
				Q1	Q2	Q3	Q4					
02 Investissements		88.000,00	79.743,00	1.044,47	1.819,61	49,90	1.848,17	4.762,15	84.595,15	3.494,85	96%	
01 Véhicules		REGIE	60.000,00	62.454,33					62.454,33	-2.454,33	104%	
02 Equipement bureau y		REGIE	28.000,00	17.288,67	1.044,47	1.819,61	49,90	1.848,17	22.060,82	5.949,18	79%	
03 Frais de fonctionnement		742.252,00	55.619,46	17.218,31	32.175,62	19.441,49	18.210,91	87.046,35	142.665,81	599.586,19	19%	
01 Loyer du bureau		REGIE	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
02 Services et frais de		REGIE	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
03 Frais de fonctionnement		REGIE	96.000,00	6.256,77	885,18	2.641,19	974,24	507,64	5.208,25	11.465,02	64.534,98	12%
04 frais fournitures des 4		REGIE	100.000,00	14.417,26	6.081,87	5.971,27	3.437,36	4.438,63	20.729,13	35.146,39	64.853,61	35%
05 Missions		REGIE	546.252,00	34.945,43	9.451,27	23.363,16	15.029,90	13.264,64	61.108,97	96.054,40	450.197,60	18%
04 Audit et Suivi et Evaluation		332.998,00	4.097,20	2.531,53			691,67	4.884,82	8.178,02	12.275,22	320.722,78	4%
01 baseline, suivi-évaluation,		REGIE	175.000,00	2.722,81				4.389,74	4.389,74	7.112,55	167.887,45	4%
02 Audit financier, evaluation		REGIE	115.000,00	0,00	0,00				0,00	115.000,00	0%	
03 Backstopping technique		REGIE	30.000,00	238,66	2.531,53		91,44	595,08	3.218,05	3.456,73	28.543,27	12%
04 Backstopping RR		REGIE	12.998,00	1.135,71			570,23		570,23	1.705,94	11.292,06	13%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
99 Conversion rate adjustment		COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
		REGIE	3.262.000,00	515.212,34	126.812,62	121.699,41	128.460,78	172.296,25	549.269,06	1.064.481,41	2.197.518,59	33,00
		COGEST	19.738.000,00	2.750.000,00				4.000.000,00	4.000.000,00	6.750.000,00	?	34,00
		TOTAL	23.000.000,00	3.265.212,34	126.812,62	121.699,41	128.460,78	4.172.296,25	4.549.269,06	7.814.481,41	?	34,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1104111 Printed on 10/12/2015 page: 2

4.6 Ressources en termes de communication

Les ressources en termes de communication sont nombreuses et multiples, puisque chaque action de communication (interne et externe) fait l'objet d'un reportage vidéo et d'un reportage photo.

Chaque équipe régionale gère sa photothèque.

Dans ce sens, une assistante junior reporter a rejoint la Direction projet fin 2013, assurant ainsi la mémoire audio-visuelle par centre, basée sur le principe d'un état des lieux du centre avant les travaux d'assainissement liquide et leur suivi jusqu'à la clôture des travaux, incluant des témoignages ainsi qu'un renforcement des capacités auprès des équipes APNA et du partenaire :

Ses principales activités sur 2014 ont consisté en :

- Reportages photos et vidéo en appui technique aux équipes ONEE et APNA ;
- Formation auprès de 57 participants en 8 sessions, sur les thèmes « Techniques du Reportage photo » (3 jours par session) et « Réalisation d'un reportage vidéo » (5 jours par session) auprès des Directions Centrales et Directions régionales ONEE Branche Eau ainsi qu'auprès des équipes projet APNA.

Enfin, la conception et diffusion du News semestriel APNA incluant toutes les actualités du projet y compris les grands rendez-vous du secteur de l'eau et de l'assainissement liquide synthétise la visibilité des temps forts vers toutes les entités ONEE BO, les bailleurs de fonds du co-financement européen et les acteurs principaux du secteur de l'eau.

Voir le lien du news : : <http://eepurl.com/1YETn>